

Au Canada, nous avons été plutôt favorisés en ce qui concerne les prix, ces dernières années. A bien des égards, les Canadiens ont été mieux traités que les Américains.

Il y a une huitaine de jours, j'étais en Georgie, et j'ai appris que 23 vols avaient été annulés. Ce n'était pas parce que les compagnies voulaient abandonner ces vols, comme certains l'ont dit, mais à cause d'une pénurie de carburant. Eastern Airlines, American Airlines et National Airlines ont annulé de nombreux vols, et Delta a suivi leur exemple peu après. Cela nous a été épargné au Canada.

En 1973, il y a eu une grave pénurie d'essence aux États-Unis, et l'on voyait de longues files de voitures à tous les postes d'essence. Le problème ne s'est pas posé au Canada. Nous y avons échappé grâce à un certain nombre de petites compagnies indépendantes, sans lien direct avec les sept grandes. Pour ce qui est des prix mondiaux, nous pouvons le constater, nous avons profité de prix raisonnables dans notre région, grâce à cela. Les compagnies indépendantes comme Golden Eagle ont acheté sur le marché comptant lorsqu'il y avait un excédent. Elles ont obtenu d'importantes quantités d'essence qu'elles ont mis sur le marché faisant ainsi concurrence aux grosses compagnies pétrolières.

Quand j'ai emprunté un taxi en Georgie, le chauffeur m'a appris que le prix de l'essence avait augmenté de 17c. ce jour-là. Même si nous comparons le prix d'un gallon américain à celui d'un gallon canadien, nous ne sommes pas en si mauvaise position. Je prétends que c'est dû au fait que les détaillants indépendants font une certaine concurrence. Il y a des postes où l'on vend l'essence à meilleur marché. On n'y trouve qu'une pompe et un petit abri. Mais il y a les stations-services des «sept sœurs» qui sont mieux équipées. Les grandes sociétés pétrolières du pays ne se font pas effectivement concurrence.

En me rendant au travail en auto, je vois d'un côté une station libre-service qui vend l'essence 1c. de moins que la station d'en face où l'on nettoie le pare-brise, où l'on vérifie la pression des pneus et où l'on rend d'autres services comme la vérification du niveau de l'huile, de la batterie, et le reste. Il n'y a pas de concurrence, mais le ministre s'apercevra un de ces jours que ces petites stations-services ne seront plus desservies parce qu'elles ne pourront plus obtenir d'essence. Cela entraînera une hausse immédiate des prix. Ces sociétés pétrolières forment presque un cartel.

Si Petro-Canada devenait l'unique importateur de pétrole brut au Canada, il faudrait évidemment tenir compte de l'argument que les conservateurs ont fait valoir au cours du débat, à savoir que les raffineries risqueraient de ne pas suffire à la tâche. Il ne serait pas trop difficile à la compagnie Shell de prétendre que ses raffineries travaillent à pleine capacité, qu'il lui est impossible d'accepter plus de pétrole brut qu'elle n'en a elle-même besoin, et chaque société pourrait dire la même chose. Il n'est pas difficile d'imaginer que si Petro-Canada le désirait, elle pourrait prendre le contrôle de la raffinerie de Come-By-Chance, cet éléphant blanc de la côte est, et la mettre en exploitation pour distribuer le gaz naturel aux clients de façon uniforme selon des arrangements à terme. On le fera bien un jour.

Les approvisionnements d'énergie

Il y aura sans doute des difficultés dans d'autres pays producteurs de pétrole. Il peut y avoir des troubles au Venezuela. Il peut y avoir des troubles dans le golfe Persique. En fait, il peut y avoir des troubles dans n'importe lequel des pays qui fournissent les grands pays du monde en pétrole. Le gouvernement n'a pas étudié le problème à fond. Il s'est contenté de songer à la protection de la compagnie pétrolière en oubliant le client. Le gouvernement se préoccupe davantage d'essayer de procurer à Imperial Oil les 9,000 barils de pétrole qui lui manquent. Certains clients seront laissés pour compte. Je ne pense pas que ce soient les postes d'essence Esso, mais plutôt certains postes qui vendent de l'essence à prix réduit, c'est-à-dire les sociétés qui empêchent les prix d'augmenter trop rapidement, donc qui protègent les consommateurs de l'est du Canada. Sans elles, les prix auraient augmenté depuis longtemps.

Les gérants de stations Shell, Texaco ou Imperial Oil sont mécontents de voir leur compagnie vendre leurs excédents à des sociétés qui achètent en vrac, selon le principe du premier arrivé, premier servi. Ils trouvent qu'on devrait leur permettre d'uniformiser les prix afin de pouvoir en profiter, eux aussi. Le gouvernement devra veiller à ce que l'on approvisionne les compagnies qui vendent l'essence à prix réduit s'il veut qu'elles continuent à protéger le consommateur et à maintenir une certaine concurrence dans ce secteur.

Je ne vois pas très bien comment le ministre s' imagine qu'il peut aller au Venezuela et faire concurrence aux autres compagnies par le biais de Petro-Canada, ou de n'importe quel autre organisme chargé de représenter le gouvernement. Il est vrai que le gouvernement peut, s'il le veut, conclure des marchés directement avec ces pays. Je suis toutefois étonné d'entendre le ministre nous parler d'arrangements intervenus avec le Mexique, parce qu'il y a environ une semaine j'ai été en contact avec des autorités mexicaines et il m'a semblé comprendre que le Mexique ne voulait nullement vendre du pétrole au Canada ou aux États-Unis. En réalité, il ne veut tout simplement pas vendre de pétrole. Il chercherait plutôt à conclure des marchés avec d'autres pays, dont le Canada en particulier, afin d'échanger son pétrole contre des services plutôt que des paiements en espèces.

● (2030)

J'ai cru comprendre, en m'entretenant avec des autorités mexicaines, qu'elles voulaient participer à un programme d'échange ou de troc au terme duquel le Canada lui enverrait des spécialistes en agriculture de même que du matériel agricole en contrepartie du pétrole mexicain. Il nous faudrait, dans ce cas, envisager des ententes avec d'autres sociétés pétrolières.

Il vaudrait beaucoup mieux faire de Petro-Canada l'unique importateur de pétrole au Canada que de croire ce que nous disent les sociétés internationales du prix qu'elles paient en Iran, en Arabie Saoudite, au Koweït ou ailleurs où elles achètent leur pétrole. Si nous avons vraiment l'intention de conclure des accords commerciaux avec des pays intéressés à vendre leur pétrole sur le marché libre, nous nous devons de savoir à quoi nous en tenir sur les derniers marchés conclus par les diverses sociétés acheteuses de pétrole.